

député préférerait cette solution plutôt que de retarder le cours des choses et de scinder ce bill.

* * *

L'AGRICULTURE

L'ÉLEVAGE BOVIN—DEMANDE DE RESPECT DE L'ENGAGEMENT MINISTÉRIEL RELATIF À LA PÉRÉQUATION DES TARIFS-MARCHANDISES APPLICABLES AU BŒUF ABATTU OU SUR PIED

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les très graves problèmes que connaissent actuellement les producteurs de bœuf de l'Ouest du Canada n'ont incontestablement fait qu'empirer sous l'effet des politiques du gouvernement fédéral, en particulier des tarifs-marchandises discriminatoires et de la récente augmentation de ceux-ci. Le ministre a-t-il consulté ses collègues le ministre des Transports et le ministre responsable de la Commission du blé pour les convaincre qu'il faut diminuer les inégalités des tarifs et tenir l'engagement qu'avait pris le ministre responsable de la Commission du blé d'élaborer un programme de péréquation des tarifs marchandises dans le cadre de l'entente globale de la politique concernant les grains de provende?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas tout ce que le député a affirmé. J'espère qu'il a constaté l'étroite collaboration entre le ministre de l'Agriculture, le ministre des Transports et le ministre chargé de la Commission du blé. Comme nous l'avons promis, nous étudions ces problèmes et nous le ferons tant que nous n'aurons pas trouvé de solution.

M. Mazankowski: Le ministre chargé de la Commission du blé peut-il dire à la Chambre quand il remplira la promesse qu'il a faite aux provinces de l'Ouest au moment où il a présenté la proposition concernant les grains de provende, de même que celle qu'a faite vendredi dernier le ministre des Transports, relativement au programme de péréquation des tarifs-marchandises qui devrait faire baisser les tarifs applicables au bœuf abattu par rapport au bœuf sur pied?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, nous nous sommes engagés à équilibrer les tarifs de transport des grains et du bœuf non seulement pour les provinces de l'Ouest, mais à en faire un élément d'une politique globale assurant une situation acceptable aux diverses catégories de produits agricoles partout au pays. Notre promesse tient toujours. Au cours de l'élaboration de la politique en matière de grains de provende, on a tellement discuté des divers autres aspects de la politique que nous n'avons pas assez cherché la solution appropriée pour les tarifs applicables au grain et à la viande. C'est pourquoi nous avons prolongé le temps consacré à cette étude. Par conséquent, le moment venu, nous présenterons les propositions que nous avons mises au point pour assurer l'équilibre dans ces divers domaines. Je suis heureux que le député semble vouloir appuyer ces efforts.

• (1510)

POMMES DE TERRE—LES DIFFICULTÉS DES PRODUCTEURS—LES MESURES ENVISAGÉES

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question connexe au ministre de

Questions orales

l'Agriculture. A-t-il été mis au courant, soit directement par les producteurs de pommes de terre des provinces Maritimes ou indirectement par les gouvernements provinciaux de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, de la situation désastreuse dans laquelle se trouve actuellement cette industrie, situation aggravée par l'augmentation des taux de transport?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires des anciens combattants, qui vient de l'Île-du-Prince-Édouard, et le ministre de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard se sont plaints à moi du prix extrêmement bas accordé actuellement aux produits de cette industrie sur les marchés de Toronto et de Montréal. Mon ministère a préparé un document à ce sujet. Je pense pouvoir résumer la situation en disant qu'expédier des pommes de terre en espérant que quelqu'un les achètera est probablement la pire façon de vendre ce produit. A mon sens, il y a sûrement un meilleur moyen de s'y prendre.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Afin d'éviter la répétition des mêmes questions demain à la Chambre et, surtout, afin de tirer au clair les questions intéressant le public, le ministre des Finances voudrait-il nous dire maintenant s'il fera demain une déclaration à l'appel des motions pour préciser le but de ses entretiens actuels avec divers secteurs de l'économie et exposer à la Chambre les points sur lesquels le gouvernement se propose de prendre des engagements?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège, avec tout le respect que je dois à la présidence. Je comprends que je siège à l'extrême gauche, à l'autre extrémité de la Chambre, et qu'il est parfois aussi difficile à la présidence d'observer un député d'aussi loin qu'il est difficile pour ce député de poser une question supplémentaire, tel que cela est normalement accordé aux autres députés.

Monsieur l'Orateur, ma question de privilège est donc la suivante: j'ai posé une question très sérieuse au solliciteur général, question qui intéresse toute la population. J'aurais désiré lui poser une question supplémentaire. Malheureusement, je suis convaincu que la présidence ne m'a pas vu, je n'ai pas eu l'occasion de poser cette question supplémentaire. Avec tout le respect que je dois à la présidence, je voudrais demander la permission de poser cette même question demain.

M. l'Orateur: L'honorable député de Bellechasse souève la question de privilège afin d'obtenir la parole pour poser une question supplémentaire.

Pour un moment, il s'agissait d'accorder la parole à un deuxième créditiste cet après-midi. A ce moment-là, il y avait exactement quatre députés créditistes présents à la Chambre. Il s'agit toujours d'établir une proportion entre les conservateurs progressistes, les néo-démocrates et les créditistes. La décision que j'ai prise était d'abord de donner la parole à un deuxième député créditiste. J'ai reconnu des créditistes cet après-midi, mais j'ai aussi exercé ma discrétion et j'ai refusé de permettre la question supplémentaire.